



Montréal, le 13 janvier 2010

Qu'est-ce que l'homophobie? : une Politique qui va en profondeur

Si l'homophobie demeurait une discrimination de deuxième ordre dont on excusait souvent les manifestations, comparativement à la promptitude des réactions face à des propos racistes ou sexistes, c'est sans doute parce que ses contours étaient mal connus. Le brio de la Politique québécoise de lutte contre l'homophobie est d'avoir su cerner les barrières à l'intégration des gais, lesbiennes, bisexuel-le-s et transgenres dans la société en reconnaissant la pluralité des formes d'oppressions que peuvent prendre l'homophobie et l'hétérosexisme.

Si plusieurs croient tout savoir de l'homosexualité parce qu'ils connaissent un gai ou une lesbienne, il convient de rappeler certaines connaissances sur l'homophobie, moins répandues.

Tout d'abord, l'homophobie est une forme de sexisme. Les insultes tapettes, fif, pédé associent le féminin chez l'homme à une marque de faiblesse. C'est pourquoi plusieurs hétérosexuels seront victimes d'homophobie dans leur vie, tandis que certains gais répondant à des standards de masculinité n'en vivront jamais. C'est aussi pourquoi l'homophobie devrait être une cause défendue par tous : elle continue d'instaurer une inégalité entre les sexes, demandant que l'on se conforme à des stéréotypes de genre pour obtenir la dignité d'être humain et éviter d'être violenté.

Notre société interdit les discriminations racistes, sexistes et homophobes. Chacun tente de justifier à sa façon son utilisation de termes péjoratifs pour ne pas avoir à changer de comportement. Pourtant, derrière ces « moi je n'ai rien contre les gais, mais... » ou « quand je dis fif, ça ne veut pas dire gai » se cache un malaise de la différence, une véritable peur de l'inconnu. C'est pourquoi l'homophobie du discours devient plus subtile et que l'on se refuse à la reconnaître.

Changer des mentalités n'est pas une chose facile. L'excellent rapport de recherche du GRIS-Montréal portant sur les attitudes des élèves québécois face à l'homosexualité a démontré comment ceux-ci s'accrochent aux insultes car ils sont conscients du pouvoir que ces dernières leur accordent sur autrui. Minimiser les impacts de l'homophobie sur

la vie des jeunes perpétue le système d'oppression sous divers arguments tout aussi fallacieux les uns que les autres. La société québécoise est pourtant prête à briser ce cycle.

Ce n'est que si elles sont prises au sérieux et appliquées avec rigueur que les mesures en éducation, recherche, support et défense des droits de la Politique québécoise de lutte contre l'homophobie permettront une véritable transformation sociale pour l'égalité sociale de tous.

Sous couvert de publier des opinions susceptibles d'intéresser leur lectorat, certains médias ont donné préséance ces derniers mois à des discours ouvertement fermés à l'homosexualité, tandis que les organismes experts oeuvrant auprès de cette population peinent à se faire entendre. N'y a-t-il pas là aussi déséquilibre?

À ceux qui se réclament de la liberté d'expression et de la liberté religieuse pour s'opposer à la Charte des droits et libertés et faire taire ce qu'ils appellent le « lobby gai », nous rappelons que la lutte à l'homophobie n'enlève aucun droit à personne, elle ne fait qu'accorder les mêmes privilèges à tous. La lutte à l'homophobie ne s'oppose pas à la liberté religieuse ou culturelle; le combat pour s'intégrer à la la société québécoise que mènent les musulmans québécois et les communautés culturelles, malmenés par les accomodements raisonnables, est le même. Il s'inscrit dans le paysage de la justice sociale et dans les valeurs fondamentales dont s'est doté le Québec.

Il reste encore beaucoup de travail à effectuer afin de dépasser les débats de surface qui paralysent la recherche de moyens novateurs de lutter contre l'homophobie. N'oublions pas que plusieurs de ses manifestations, telle que la lesbophobie, la biphobie et la transphobie, sont encore laissées dans l'ombre, de même que leurs entrecroisements avec le sexisme et le racisme. Nous espérons que la Politique nous permettra de se doter des moyens intellectuels et financiers nécessaires pour faire naître une véritable solidarité sociale sur ces enjeux de droits humains. L'homophobie ne doit plus être considérée comme une discrimination sans conséquence, il en va du mieux-être de toute notre jeunesse.



Bruno Laprade
Président CJMLH

president@coalitionjeunesse.org
www.coalitionjeunesse.org